



www.arnucleairesstop.org • www.maisondevigilance.com • www.sortirdunucleaire.org

6 au 9 août 2012

à Paris • Mur pour la Paix

Jeûne international

**pour l'abolition des armes nucléaires
et le souvenir des victimes des bombardements
nucléaires de Hiroshima et Nagasaki**

CONTACT : Jocelyn Peyret,

courriel : jocelyn.peyret@sortirdunucleaire.fr

téléphone : 06 20 36 57 17

<http://www.vigilancehiroshimanagasaki.com/>

Mettre le désarmement nucléaire à l'ordre du jour en France !

« *Sachant que certains de nos dirigeants dans le monde continuent à préparer les conditions d'une guerre nucléaire qui pourrait à tout moment être déclenchée, soit intentionnellement soit par erreur, chacun de nous, dans la mesure où il ne ferait pas tout ce qui est en son pouvoir pour les en empêcher, se rendrait coresponsable de ce crime immense contre l'Humanité.* »

Pourquoi un jeûne international du 6 au 9 août 2012 à Paris ? Pour reprendre l'appel de Stéphane Hessel et d'Albert Jacquard dans leur récent pamphlet : « Exigez le désarmement nucléaire total ! »

La Maison de Vigilance organise depuis 28 ans de tels jeûnes, initiés par Théodore Monod et Solange Fernex. Cette année, la mobilisation de nouveaux acteurs — Réseau « Sortir du nucléaire », collectif Armes nucléaires STOP et en partenariat avec la Mairie du 2^{ème} — donne une dimension internationale à cette action de protestation et d'interpellation pour l'abolition des armes nucléaires et le souvenir des victimes des bombardements nucléaires de Hiroshima et Nagasaki.

Hiroshima : 200 000 morts et Nagasaki : 140 000 morts ont montré les atrocités des bombardements nucléaires. Auxquelles il faudrait ajouter les victimes des 2 000 essais nucléaires réalisés dans le monde.

20 000 bombes nucléaires sont toujours en activité, dont 2 000 en état d'alerte, prêtes à déclencher l'apocalypse en quelques dizaines de minutes. La France compte 300 bombes nucléaires, dont 96 en état d'alerte permanent.

L'élaboration du *Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale* prévu pour la fin de l'année 2012, doit être l'occasion d'engager un véritable débat citoyen pour une nouvelle politique de sécurité humaine.

De nombreuses personnalités appellent à l'élimination des armes nucléaires. Les $\frac{3}{4}$ des pays de l'ONU ont voté en faveur d'un projet de Convention d'élimination de ces armes.

En soutenant le projet de Convention et en s'engageant concrètement dans la voie du désarmement, la France prendrait un rôle majeur dans un processus international. Elle aurait le soutien des pays européens favorables à une *Convention d'élimination*, auxquels pourraient se joindre le Royaume-Uni, l'autre puissance nucléaire européenne, et les pays qui demandent le retrait des armes nucléaires américaines des bases de l'OTAN. Cette politique renforcerait son rayonnement et son prestige sur la scène internationale.

Nous invitons les citoyen-ne-s à rejoindre les jeûneurs qui seront présents au Mur pour la Paix, devant la Tour Eiffel.

Programme

Lundi 6 août

- 8 h 15 : Ouverture du jeûne au Mur pour la Paix : cérémonie de commémoration du bombardement de Hiroshima avec intervention d'artistes japonais.
Exposition sur les bombardements d'Hiroshima et Nagasaki, table de presse, contact avec les jeûneurs
- 10 h-12 h : Cercle de rencontres des jeûneurs
- 13 h : Formation à l'action non-violente
- 17 h : Cercle de bilan de la première journée

Mardi 7 août

- 10 h-18 h : Au Mur pour la Paix, exposition sur les bombardements d'Hiroshima et Nagasaki, table de presse, contact avec les jeûneurs
- 14 h : Chaîne humaine
- 17 h : Cercle de bilan de la deuxième journée
- 19 h : Projection du film « Pluie noire » suivi d'un débat
au cinéma La Clef, 34 rue Daubenton, 75005 Paris (M° Censier-Daubenton)

Mercredi 8 août

- 10 h-18 h : Au Mur pour la Paix, exposition sur les bombardements d'Hiroshima et Nagasaki, table de presse, contact avec les jeûneurs
- 14 h : *Die In*
- 17 h : Cercle de bilan de la troisième journée

Jeudi 9 août

- 10 h-13 h : Au Mur pour la Paix, exposition sur les bombardements d'Hiroshima et Nagasaki, table de presse, contact avec les jeûneurs
- 11 h 05 : Commémoration du bombardement de Nagasaki au Mur pour la Paix et clôture du jeûne
- 12 h : Cercle de bilan du jeûne
- 14 h : Rupture du jeûne avec collation légère à la Mairie du 2ème

Repères pour l'ouverture d'un débat en France...

« *Le monde est ce qu'il est, c'est-à-dire peu de chose. [...] On nous apprend, en effet, au milieu d'une foule de commentaires enthousiastes que n'importe quelle ville d'importance moyenne peut être totalement rasée par une bombe de la grosseur d'un ballon de football. Des journaux américains, anglais et français se répandent en dissertations élégantes sur l'avenir, le passé, les inventeurs, le coût, la vocation pacifique et les effets guerriers, les conséquences politiques et même le caractère indépendant de la bombe atomique. Nous nous résumerons en une phrase : **la civilisation mécanique vient de parvenir à son dernier degré de sauvagerie.** Il va falloir choisir, dans un avenir plus ou moins proche, entre le suicide collectif ou l'utilisation intelligente des conquêtes scientifiques.* », écrit **Albert Camus** dans l'éditorial du quotidien *Combat* du 8 août 1945.

1984, Théodore Monod et Solange Fernex fondent l'association « **Maison de Vigilance de Taverny** » qui achète une maison à proximité de la base de Taverny pour mettre symboliquement sous surveillance citoyenne le centre de commandement de la force de dissuasion française. Chaque année du 6 au 9 août — aux dates anniversaires des massacres d'Hiroshima et Nagasaki —, elle organise un jeûne de mémoire et d'interpellation.

Octobre 2011, lancement de la « **campagne 2012 : le désarmement nucléaire, à nous d'en parler !** » à l'initiative du collectif « Armes nucléaires STOP » et du Réseau « Sortir du nucléaire ». Il s'agit de développer un débat en France à l'occasion des campagnes présidentielle et législatives alors que la plupart des dirigeants politiques actuels ne le souhaitent pas. Trois objectifs : que la France s'engage à l'ONU pour la Convention d'élimination des armes nucléaires ; que la France applique immédiatement une première mesure de la Convention d'élimination (démantèlement de la force aéroportée) ; qu'un débat citoyen soit organisé en France sur une nouvelle politique de sécurité sans armes nucléaires. Seule Eva Joly, candidate de Europe Écologie Les Verts, a essayé à plusieurs reprises de lancer le thème du désarmement dans les médias... mais sans que cela suscite un véritable débat. François Hollande, quant à lui, s'est rendu à l'île Longue, la base des SNLE (sous-marin nucléaire lance engins) et a publié une tribune dans *Le Nouvel observateur* du 22 décembre 2011, dont le titre était tout un programme : « Dissuasion nucléaire : je maintiendrai ».

9 novembre 2011, publication d'une tribune dans *La Croix*, « **Ne laissons pas l'arme nucléaire en héritage** » — signée par Hugh Beach, général, ancien commandant en chef des forces terrestres, Royaume-Uni ; Margaret Beckett, ancienne secrétaire aux Affaires étrangères, Royaume-Uni ; Bernard Norlain, général, ancien commandant de la force aérienne de combat, France ; Paul Quilès, ancien ministre de la Défense, France ; Michel Rocard, ancien Premier ministre, France ; David Ramsbotham, général, Royaume-Uni — plaidant pour faire de l'élimination des armes nucléaires le fer de lance d'une nouvelle doctrine de sécurité internationale.

.../...

Avril 2012, publication aux éditions Stock du livre *Exigez ! Un désarmement nucléaire total*. Stéphane Hessel et Albert Jacquard conjuguent leur voix pour lancer un appel pour le désarmement nucléaire total en complément d'un état des lieux établi avec l'Observatoire des armements. « *Sachant que certains de nos dirigeants dans le monde continuent à préparer les conditions d'une guerre nucléaire qui pourrait à tout moment être déclenchée, soit intentionnellement soit par erreur, chacun de nous, dans la mesure où il ne ferait pas tout ce qui est en son pouvoir pour les en empêcher, se rendrait coresponsable de ce crime immense contre l'Humanité.* »

29 avril au 11 mai 2012, au siège de l'ONU à Vienne, tous les États membres du Traité de non-prolifération (TNP) se retrouvent pour préparer la Conférence d'examen du TNP de 2015. 500 représentants de la société civile — dont 25 Français — sont présents pour rappeler aux États leur engagement à négocier de « *bonne foi [...] des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire* » (article VI du TNP)...

À l'ONU, lors d'une conférence organisée par Armes nucléaires STOP, Paul Quilès — ancien ministre de la défense, ex-président de la commission de la défense de l'Assemblée nationale, ex-responsable des questions de stratégie et de défense au sein du PS et auteur de : *Nucléaire, un mensonge français. Réflexions sur le désarmement nucléaire* aux éditions Charles Léopold Mayer — présente une liste de 11 mesures que pourrait prendre la France pour engager un processus de désarmement nucléaire.

19 juin 2012, interpellé sur de possibles économies budgétaires, l'ancien Premier ministre socialiste, Michel Rocard, propose de « *supprime[r] la force de dissuasion nucléaire, 16 milliards d'euros par an qui ne servent absolument à rien* » (16 milliards qui correspondent à 5 ans et non 1 an, une erreur qui a alimenté le débat !). Sa déclaration qui provoque un tollé, conduit les médias à aborder le sujet. Quelques jours après, il précisera son propos indiquant que « *le sujet est si lourd [...] il faudra le faire prudemment et avec du temps pour discuter* »...

13 juillet 2012, François Hollande lance les travaux de préparation du *Livre blanc de la défense et de la sécurité nationale*. Alors que le président veut que la concertation soit « *plus ouverte que lors des exercices précédents* », il exclut tout débat sur la dissuasion nucléaire du champ des travaux de la commission chargée d'élaborer le *Livre blanc* !

6 au 9 août 2012, plus de 70 personnes participent à Paris au « jeûne international » d'interpellation pour l'abolition des armes nucléaires et le souvenir des victimes des bombardements nucléaires de Hiroshima et Nagasaki.



Maison de Vigilance

134 route de Béthemont, 95150 Taverny
lamaisondevigilance@orange.fr
www.maisondevigilance.com/

Communiqué

La Maison de Vigilance quitte Taverny.

La Maison de Vigilance, installée près de la base aérienne sans avion, n°921, créée en 1963, a pris acte de la fermeture de cette base, rendue officielle, voici juste un an, le 5 juillet 2011.

Théodore Monod et Solange Fernex en achetant une maison à proximité de ce lieu stratégique et en fondant, dès 1964, l'association « Maison de Vigilance de Taverny » avaient voulu mettre symboliquement sous surveillance citoyenne le centre d'opérations stratégiques, cœur de la force de dissuasion française..

La Base était un gigantesque bunker souterrain de 15 hectares, contenant un abri antiatomique pouvant accueillir les autorités civiles et militaires en cas de conflit, et disposant du « bouton rouge » que seul peut faire actionner le Président de la République française, en cas de décision de recours à l'arme nucléaire.

Ce temps est révolu. Le Commandement des opérations spéciales (COS) a été déplacé à Villacoublay, dès 2006. Le Centre de conduite des opérations aériennes (CCOA) se situe, à présent dans la Base aérienne n°942 à Lyon Mont Verdun. Le Centre de renseignement Air (CRA) a trouvé abri dans la base aérienne n°128 à Metz-Frescaty. Bref, les centres de décision ne sont plus à Taverny où moins de 200 militaires assurent la gestion d'un lieu qui n'est plus qu'un Élément air rattaché (EAR) dépendant de la Base de défense de Creil.

L'association « Maison de Vigilance de Taverny », devenue, en février dernier, « Maison de Vigilance » ne pouvait que mettre en vente sa maison de Taverny, non pour abandonner son action mais, tout au contraire, pour la porter là où se manifeste toujours la présence d'une force de dissuasion de plus en plus inadaptée, désuète, bref inutile, coûteuse, révoltante, qui n'a jamais été un moyen de défense pour la France.

« La Maison de Vigilance », qui n'a jamais rien lâché de son opposition à l'arme atomique, est présente dans les rassemblements internationaux qui, comme à New-York, ou à Vienne, récemment encore, exposaient, devant les responsables de l'ONU, l'urgence et la nécessité d'un abandon définitif des armements nucléaires.

Le jeûne annuel (au moment où l'on commémore les bombardements d'Hiroshima et Nagasaki : les 6 et 9 août 1945) aura donc lieu à Paris. Les manifestations du premier vendredi de chaque mois, face au Ministère de la défense, continueront sans interruption.

Au moment où de nouvelles voix s'élèvent (telles que celles, parmi d'autres, de Paul Quilès, ancien ministre de la Défense, du général Norlain, ou, ensemble, de Stéphane Hessel et Albert Jacquard avec leur livre *Exigez !*), afin que la France se désengage d'une force de dissuasion dans laquelle le pays s'est enfermé dangereusement, « la question jamais posée », celle du renoncement à un armement qui engendre beaucoup plus de menaces qu'il ne peut assurer de sécurité, est enfin offerte au débat public.

Alors que des organismes connus pour leur action en faveur de la paix appellent chaque pays doté de l'arme nucléaire, (et notamment, en Europe : la Grande-Bretagne et la France) à s'engager unilatéralement dans le démantèlement des ogives et des vecteurs dont l'entretien, le développement et la « modernisation » nous ruinent, la « Maison de Vigilance » a un rôle de plus en plus indispensable. Nous n'y renoncerons jamais.

Taverny, le 21 juillet 2012



Réseau « Sortir du nucléaire »

9 rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04

téléphone : 04 78 28 29 22

www.sortirdunucleaire.org/

Le Réseau « Sortir du nucléaire » rassemble aujourd'hui 936 associations et 57 303 individus, signataires de la Charte du Réseau "Sortir du nucléaire".

Association libre et indépendante, elle est financée exclusivement grâce aux dons et cotisations de ses membres.

Le Réseau "Sortir du nucléaire" a reçu l'agrément en tant qu'association pour la protection de l'environnement au 1er janvier 2006. (cf. *Journal Officiel des lois et décrets*)

Le Réseau « Sortir du nucléaire » est membre :

- du réseau mondial Abolition 2000
- du collectif Armes nucléaires STOP
- du collectif français contre l'irradiation des aliments
- du collectif « Areva ne fera pas la loi au Niger »
- du collectif Independent WHO
- de la Coalition internationale pour l'interdiction des armes à l'uranium appauvri (International Coalition to Ban Uranium Weapons - ICBUW)
- de l'Association trinationale de protection nucléaire (ATPN - TRAS)
- de la Fondation Sciences Citoyennes
- du Réseau Action Climat
- de ICAN (Coordination française de la campagne internationale pour l'abolition de l'arme nucléaire)
- du collectif « Non au missile M 51 »
- de l'UCJS (Urgence Climatique Justice Sociale)
- d'Énergie partagée (Fonds citoyen pour les énergies renouvelables)

Notre rôle :

réunir toutes les personnes qui souhaitent exprimer leur volonté d'une sortie du nucléaire. En nous rassemblant autour d'une Charte, nous mettons en place un rapport de force pour obtenir des résultats concrets.

Notre objectif :

obtenir l'abandon du nucléaire en France grâce à une autre politique énergétique, en favorisant notamment la maîtrise de l'énergie, et le développement d'autres moyens de production électrique.

Le Réseau « Sortir du nucléaire » c'est :

- Un soutien aux actions et luttes antinucléaires, qu'elles soient locales ou nationales.
- Des pétitions et des campagnes d'information.
- Un centre de ressources sur le nucléaire et les alternatives :
renseignements, documents, contacts de spécialistes et d'intervenants...
- Un travail d'information pour faire connaître les dangers du nucléaire et les solutions pour en sortir :
publication d'une revue trimestrielle *Sortir du nucléaire*, réalisation de documents grand public, site internet...
- Une présence auprès des médias pour des sujets d'actualité liés au nucléaire.
- Un travail de sensibilisation auprès des élus, des collectivités, des syndicats, des associations...



Armes nucléaires STOP

114 rue de Vaugirard, 75006 Paris

arnesnucleairesstop@orange.fr

www.arnesnucleairesstop.org/

Collectif d'une vingtaine d'associations et de citoyen-ne-s non-violents pour l'abolition des armes nucléaires.

Nous demandons l'ouverture de négociations pour élaborer une Convention d'élimination des armes nucléaires, conformément au projet adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies à la majorité des 3/4.

Nous voulons qu'un débat citoyen soit organisé en France et que le gouvernement prenne des mesures immédiates de désarmement nucléaire.

Créé en 1990 sous le nom de « Stop essais » pour s'opposer aux essais nucléaires, le collectif Armes nucléaires STOP dénonce les préjudices humains et environnementaux des 210 essais nucléaires français en Polynésie et en Algérie, et soutient le combat des victimes (regroupées au sein de Moruroa e tatou et de l'Aven) pour obtenir Vérité et Justice

**Abolir les armes nucléaires, c'est possible,
c'est urgent, c'est indispensable !**

Notre action

- ⤴ **Sensibilisation** de l'opinion publique (publication d'un bulletin mensuel, interventions lors de conférences, etc.)
- ⤴ **Lobbying** auprès des responsables politiques, des parlementaires, des ambassadeurs, des élus, etc.
- ⤴ **Interpellation** mensuelle devant le ministère de la Défense, participation à des campagnes, etc.
- ⤴ **Participation** aux rencontres internationales (conférence à l'ONU du Traité de non-prolifération, Parlement européen, etc.)